

SOMMAIRE

Page 1

La Normandie du LECRA.
Denis Rolland : les pieds sur terre.

Page 2

La leçon du Terminal.
La guerre métropoles/régions.

Page 3

L'effet d'entraînement.
Fabienne Buccio.

Page 4

En bref.
Les investissements.

D. Rolland, les pieds sur terre.

“La Normandie est première pour le nombre d'ouvriers et dernière pour le nombre de bacheliers, ça définit un profil...” C'est ce que disait, il y a 25 ans, le géographe Roger Brunet, au cours d'une conférence remarquée à l'ESC de Rouen.

Les choses ont-elles changé ?

- Oui, la Normandie a progressé, elle compte deux fois moins de sans-diplômes (20% aujourd'hui, 40% en 1990), ses bacheliers ont augmenté, les parcours du supérieur sont davantage fréquentés.
- L'ennui, c'est que les autres régions ont aussi progressé dans le même temps et, qu'en dépit de la réduction de l'écart, la Normandie reste toujours en retard.

C'est ce qu'on comprend à la lecture de l'état des lieux de Denis Rolland, un recteur qui, dans son édit, ne nous fait pas rêver, mais nous invite à garder les pieds sur terre :

- *“La priorité est donnée à l'école primaire et à la maîtrise des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter et respecter autrui...”*
- Puis il ajoute : *“nous devons collectivement stimuler l'ambition des élèves, refuser le décrochage scolaire, trouver les moyens d'accompagner à l'école les plus fragiles, leur assurer une place dans la société.”*

La Normandie du LECRA.

• L'acronyme LECRA.

Il signifie : “Lire, écrire, compter, respecter autrui.”

• L'état des lieux de Denis Rolland.

Pour bâtir le projet éducatif normand, dans le cadre du rassemblement des forces académiques de Rouen et de Caen, le recteur Denis Rolland vient de publier, avec l'aide de l'INSEE, un diagnostic des forces et faiblesses du système éducatif normand.

- Cet état des lieux de 87 pages, *“précis et partagé”*, mérite d'être lu par toutes les personnalités en responsabilité, car les réalités qu'il décrit ne sont pas compatibles avec l'ambition d'excellence défendue par la région et vont nécessairement impacter les politiques publiques concernées;

Mon commentaire : sur simple demande, La Chronique tient ce diagnostic à la disposition de ses lecteurs ; en attendant, voici une présentation rapide des principaux enseignements du document .

• L'environnement économique et social normand.

C'est la présentation du “décor” général. Retenons que :

- La population normande est assez dispersée dans des pôles urbains petits ou moyens.
- La région vieillit plus vite que l'ensemble de la France.
- Les départs de jeunes adultes sont nombreux.
- 20% des Normands n'ont aucun diplôme et la proportion de diplômés du supérieur est plus faible que dans le reste de la France.
- Le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale.

Mon commentaire : ce sont les marqueurs d'une région en difficulté.

• Le contexte scolaire.

Retenons que :

- Les effectifs du 1^{er} degré sont en recul continu.
- Ceux du second degré sont stables sur cinq ans, mais avec de grandes inégalités territoriales : pertes importantes d'élèves dans la Manche et l'Orne.
- La région compte davantage de lycéens depuis 5 ans.
- La part de l'enseignement privé est très variable : plus forte dans l'Orne et la Manche, plus faible en Haute-Normandie.
- Le poids de l'éducation prioritaire est plus lourd en Seine-Maritime.
- Le nombre d'apprentis recule dans le secondaire professionnel.

Mon commentaire : on comprend que les inégalités territoriales risquent de se renforcer entre l'Orne et la Manche d'un côté, l'Eure et la Seine-Maritime de l'autre ; le Calvados étant un territoire “médian”.

La guerre Métropoles/Régions.

Intervention remarquée de Jean-Léonce Dupont au dernier congrès des communautés de France à Deauville. Le président du CD.14 a bien sûr rappelé l'importance et l'adaptabilité de la collectivité départementale pour le financement du bloc communal et le service de proximité des habitants, mais là n'est pas le plus important.

- L'important est son analyse de la création des métropoles, notamment par la fusion (comme à Lyon) avec les départements. "On est en train de créer la future guerre entre métropoles et régions, qu'il y ait 5 métropoles en France, on peut le comprendre, mais 15 ou 20, ce n'est pas sérieux !"

- À juste titre, Jean-Léonce Dupont dénonce l'utilisation abusive de l'appellation métropole : "vue de Shanghai, il n'est pas sûr que Brest soit une métropole". Il constate que de nombreux élus veulent le statut métropolitain, non pas en raison de la puissance économique de leur territoire ou de son effet d'entraînement, mais, plus prosaïquement, pour obtenir les financements réservés à ce type de collectivités.

Métropole : chaises musicales.

Jusqu'à présent directrice de cabinet de Frédéric Sanchez, Cécile Revert va remplacer France Burgy (voir encadré) à la tête de l'agence RNI.

- Ses fonctions à la Métropole seront reprises par Philippe Novel qui reste toutefois directeur général adjoint "Développement, attractivité, solidarité".

- Mais le périmètre de cette direction va évoluer puisque le "développement économique" qui lui était rattaché, va être élevé au rang de "département" dans le nouvel organigramme. C'est Christèle Morin-Deforceville, promue DGA, qui en prendra la responsabilité.

Vive la Seine du Grand Paris !

L'Etat, la société du Grand Paris et Haropa-Port de Paris viennent de signer une convention d'utilisation de la Seine pour l'évacuation des déblais et l'approvisionnement des chantiers du Grand Paris Express.

Positif : à cette occasion, une nouvelle plate-forme de tri a été inaugurée à Bonneuil-sur-Seine.

• Les moyens et ressources du système.

Retenons que :

- Le taux d'encadrement des élèves est plutôt bon. La Normandie est mieux positionnée que beaucoup d'autres régions françaises.
- Le nombre d'enseignants diminue depuis 10 ans : petite baisse pour le 1^{er} degré (mais reprise récente dans l'académie de Rouen), forte baisse pour le second degré : partout sauf dans l'Eure.
- Les dépenses par élève sont importantes : 7 470 € pour un collégien (la Normandie est au 2^e rang des régions françaises), 10 670 € par lycéen (la Normandie est 6^e).

Mon commentaire : les moyens et ressources sont là... mais quelle est l'efficacité du système ? Regardons les résultats.

• Les parcours et résultats.

Retenons que :

- L'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de 6^e reste faible même si elle progresse.
- Les jeunes normands maîtrisent moins bien les savoirs fondamentaux que ceux de beaucoup d'autres académies : la Normandie est avant-dernière.
- Les élèves de l'Eure et de la Seine-Maritime sont plus souvent orientés vers la voie professionnelle.
- La Normandie affiche un bon taux de réussite au brevet et au CAP, mais reste en retard d'un point pour le baccalauréat.
- Enfin, les "décrocheurs" restent nombreux, notamment dans l'Eure, même si la région est en train de réduire le nombre de jeunes sans diplôme.

Mon commentaire : comment ne pas être surpris du décalage qui existe entre les ambitions de la région, fondées sur l'intelligence, l'expertise, l'excellence et l'innovation, et les résultats d'un système éducatif, dont l'efficacité mérite d'être interrogée ? En Normandie, on rêve d'ingénieurs, mais l'espérance d'obtenir le baccalauréat reste faible ; les priorités : lire, écrire, compter, respecter autrui.

Terminal multimodal du Havre

La Cour des comptes fait la leçon à l'Etat et au GPMH.

Décidé en 2008 par le GPMH pour renforcer la desserte des terminaux de Port 2000, la construction du terminal multimodal du Havre reposait sur un investissement de 139,5 M€ financés de la façon suivante :

Et pendant ce temps-là...

• Patrick Watrelot à Navarre

Le Nouvel Hôpital de Navarre (Évreux) annonce l'arrivée à sa tête d'un nouveau directeur : Patrick Watrelot. Il arrive du Centre Hospitalier de Haute-Marne, spécialisé en psychiatrie. Au sein de Navarre, il aura pour mission de bâtir le projet d'établissement et de le décliner sur le territoire dans le cadre du futur projet territorial de santé mentale de l'Eure.

• France Burgy au CNFPT

Aujourd'hui directrice de Rouen Normandy Invest, ancienne DGS de la Région Haute-Normandie, France Burgy va prendre la direction générale du CNFPT à Paris, en début d'année prochaine.

Mon commentaire : si c'est une bonne nouvelle pour elle, elle ne l'est pas forcément pour la Métropole. À la tête de RNI, elle a fait un travail important pour rassembler et mobiliser les chefs d'entreprise (la préparation de l'Armada en est un excellent exemple) et pour accueillir plus efficacement les investisseurs. Bref, le territoire a bénéficié de son expertise politique et institutionnelle.

• Hervé Morin (Région) et Laurent Bouyer (Bombardier)

Vont présenter, le 16 octobre à Crespin (59), l'OMNEO Premium, le premier des 40 trains qui desserviront en 2020 les lignes normandes depuis Paris.

L'effet d'entraînement.

À l'issue des premières assises universitaires Rouen-Caen, Joël Alexandre et Pierre Denise ont confirmé leur volonté "de créer ensemble une nouvelle université de Normandie". Leur objectif : "développer sur le territoire normand un enseignement supérieur public et une recherche performants".

- Compte tenu du poids des deux établissements (60 000 étudiants) et de leur caractère pluridisciplinaire, les deux présidents estiment qu'ils doivent ouvrir le chemin en créant, autour d'eux, une dynamique régionale positive. C'est l'effet d'entraînement. "Les universités sont des moteurs économiques, disent-ils, la région, les départements, les agglomérations sont des partenaires indispensables, nous partageons avec eux des objectifs communs de développement et de promotion des territoires..."

Naturellement, ils invitent "les autres" à suivre leur panache blanc ; ils espèrent "être rejoints par l'université du Havre et par les autres membres de la ComUE", les "autres", qui ont peu apprécié d'être tenus à l'écart des assises.

Vincent Pourquery de Boisserin

Ce haut fonctionnaire du ministère de la Transition écologique est le coordinateur nommé par Édouard Philippe pour tenter d'atténuer les effets négatifs d'un "Brexit dur" sur les ports de la Manche.

C'est une réponse au cri d'alarme lancé par de nombreux responsables politiques et économiques normands, Hervé Morin notamment.

Le "help" des Anglo-normandes

Liées à la Normandie par un accord de coopération vieux de 23 ans, les îles Anglo-normandes s'inquiètent aussi des effets négatifs du Brexit sur leurs activités de pêche. Rappelons qu'elles débarquent 80% de leur production dans les ports normands, ce qu'ils ne pourront plus faire demain.

À savoir : les autorités anglo-normandes ont donc demandé à la France de plaider leur situation auprès de la Commission de Bruxelles pour obtenir un régime adapté, Hervé Morin a pris contact avec Jean-Yves Le Drian : refus du ministère.

- 95,7 M€ apportés par LH2T, une société de construction dont l'actionnaire était Projénor.
- 1,75 M€ apporté par LHTE, la future société d'exploitation.
- Le solde de 42 M€ étant pris en charge par le GPMH.

Sur le papier, c'était un beau projet, dans la réalité, sa mise en œuvre fut très compliquée avec, notamment, la liquidation de LH2T. Résultat, la Cour des comptes a décidé d'enquêter.

Commentaire : en juillet dernier, Denis Migaud a adressé un référé à Nicolas Hulot (qui était encore ministre de la Transition écologique) et à Elisabeth Bornes pour décrire les anomalies du dossier et présenter ses recommandations pour les corriger. La Cour vient de rendre public ce référé ainsi que la réponse des ministres : à la lecture de ces documents, on comprend que le terminal multimodal du Havre est un cas d'école de ce qu'il ne faut pas faire en matière de gestion de grands projets publics.

La tutelle de l'Etat ?

Dans leur référé, les magistrats estiment que la réalisation du terminal "a été lancé à la hâte, sans analyse préalable, dans des conditions protégeant mal les intérêts publics". Ils notent aussi que "la réalisation de cet équipement a abouti à un bilan financier déséquilibré entre acteurs publics et privés". Si le terminal fonctionne désormais, après un premier démarrage raté en 2015, il n'a toujours pas trouvé son équilibre économique.

Deux citations tirées pour illustrer ce constat :

- "La complexité de l'opération aurait dû conduire le port du Havre à procéder à des analyses juridiques approfondies et à s'entourer de conseils extérieurs /.../ Or, de manière tout à fait surprenante, il n'en a rien été."
- "Le GPMH a consenti au fil de l'eau 9,3 M€ de dépenses non prévues ; il a accru son endettement de 21,6 M€ ; et il a pris près de 17 M€ d'engagements financiers /.../ Les acteurs privés n'ont quant à eux subi que de très légères pertes."
- La Cour formule 5 recommandations pour redresser la barre et éviter le renouvellement de telles situations. Elle invite en particulier l'Etat à "assister les grands ports maritimes dans l'analyse juridique et financière des sujets complexes à fort enjeu financier, et ce dès le début des projets, et veiller au renforcement de la fonction juridique en leur sein..." Oui, la tutelle doit être davantage présente.

Mon commentaire : dans leur réponse, François de Rugy et Elisabeth Bornes disent en substance qu'ils vont retenir la leçon. Extrait de leur lettre à Didier Migaud : "il est important que les comités d'audit jouent leur rôle au sein des grands ports maritimes. Leur consultation systématique constitue une mesure de bonne gestion. En complément, les tutelles doivent poursuivre leur accompagnement des GPM notamment sur les dossiers à forts enjeux comme elles le font sur les principaux projets d'investissements... De son côté, la préfète Buccio rappelle que "tout cela arrive au bon moment et que le rôle de la Cour est ici très utile". Elle pense naturellement à la prochaine réorganisation de la gouvernance d'HAROPA. Ce référé apporte aussi de l'eau au moulin d'Hervé Morin qui dénonce régulièrement la mauvaise gestion des ports par l'Etat.

Déclinaison régionale.

Fabienne Buccio prépare la réforme de l'État.

Comme la plupart des préfets et préfètes, Fabienne Buccio assure le "service après-vente" du gouvernement. Elle vient de le refaire récemment, d'abord devant les élus du Département 76 (le 5 octobre) et, quelques jours plus tard, devant la presse régionale.

- À chaque fois, elle a délivré le même message : l'Etat est le meilleur garant de l'intérêt général, 3 priorités guident aujourd'hui son action - la protection

Quitus à Djoudé Mérabet

Maire d'Elbeuf (76), Djoudé Mérabet peut-être satisfait. Dans son rapport d'observation, la Chambre régionale des comptes salue sa gestion :

- "L'analyse financière montre une progression des recettes liée à la dynamique des bases fiscales, et une maîtrise des dépenses, fruit d'une culture d'économies. Cette gestion saine et prudente se traduit par une réelle capacité à financer un plan d'investissement dans une logique de cofinancement et de maintien d'un faible niveau de l'endettement."

Bientôt, la nouvelle SHEMA.

La prochaine assemblée générale de la SHEMA va voter un important changement de gouvernance avec l'arrivée de la Région comme actionnaire majoritaire.

- Les trois ex-Départements bas-Normands abandonnent le devant de la scène. À cette occasion de grandes intercommunalités vont entrer au capital, un capital qui devrait être augmenté, on pense à la Métropole, mais pas seulement.

Cette évolution coïncide avec le départ d'Alain Kendirgi et l'arrivée d'un nouveau directeur, Luc Davis.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

de tous les citoyens, le développement équilibré du territoire, le renforcement de la cohésion sociale et la lutte contre l'exclusion -, et pour mieux assurer ses missions, il prépare la réforme de son organisation.

- À propos de cette réforme en Normandie, elle va envoyer aujourd'hui ses propositions au gouvernement. Par exemple, sur le modèle des banques qui regroupent leurs spécialistes dans des centres d'affaires de dimension régionale, elle va proposer la création de pôles d'expertises qui interviendront sur tout le territoire régional à partir d'une même base départementale. L'installation au Havre d'une task-force de 9 agents de la direction départementale de la protection des populations pour assurer plus efficacement le contrôle des importations/exportations illustre cette volonté.

Commentaire : Fabienne Buccio s'interroge aussi sur le rôle et la place des agences, comme l'Ademe : "en région, explique-t-elle, la parole de l'Etat doit être une". À bon entendeur...

Cinq confirmations.

À propos de développement équilibré des territoires, la préfète s'est exprimée sur 5 dossiers.

- Elle confirme la réorganisation prochaine des ports "nationaux" d'Haropa (NDLR Leur fusion devrait être annoncée au CIMER de novembre) et au-delà des inévitables réactions, elle invite toutes les parties prenantes à se retrouver rapidement pour relever le défi dans l'intérêt du pays.

- Elle confirme l'ouverture de Serqueux/Gisors, en 2020, selon le calendrier prévu.

- Elle confirme l'engagement des travaux du Contournement Est de Rouen pour 2021.

- Elle confirme la réalisation de la section Saint-Lazare/Mantes-la-Jolie de la LNPN, mais attend la fin du débat parlementaire de la loi LOM pour se prononcer sur la suite.

- Elle confirme enfin la reconstruction/restructuration complète de la cité administrative Saint-Sever à Rouen, moyennant 100 M€ d'investissement : fin des travaux espérée en 2022.

À noter : interrogée sur la nécessaire réorganisation de l'enseignement supérieur normand, elle considère que la réflexion lancée par les présidents Denise et Alexandre, lors des premières assises des universités de Caen et de Rouen, va dans le bon sens et qu'il s'agit là d'une première étape utile. Elle aussi joue l'effet d'entraînement : voir page 3.

Et pendant ce temps-là...

• Priorité de LSN : les parcs du futur.

Face aux enjeux environnementaux et dans la perspective de valoriser les capacités d'innovation des entreprises de la filière, LSN vient de mettre en place un groupe de travail pluridisciplinaire pour concevoir le parc logistique du futur. L'ambition est de construire une nouvelle approche de l'implantation logistique répondant aux enjeux de l'usine du futur de l'économie 4.0.

- Commentaire d'Alain Verna, président de Logistique Seine Normandie : "notre objectif est de mener des expérimentations rapidement, c'est-à-dire d'ici 2 ans sur différents domaines et territoires, en positionnant des indicateurs de choix : accessibilité, économie circulaire, multimodalité..."

• 53 M€ pour Nétreville (27)

La convention pluriannuelle du projet de rénovation urbaine pour le quartier de Nétreville à Evreux vient d'être signée par l'ANRU, l'État et l'Agglo. Son montant s'élève à 53 M€, dont 25,5 M€ financés par l'ANRU. Ce projet est notamment fondé sur l'accompagnement des bailleurs sociaux – Eure Habitat, Secomile et Saiem Agir – pour des opérations de construction/démolition.

En Normandie, Nétreville est le premier quartier prioritaire à bénéficier du dispositif.